

«Révoltes du pain» et dilemme des gouvernants...

NAJIB AKESBI*

Début 2011, les cours mondiaux de la plupart des produits alimentaires ont repris l'ascenseur, à un rythme tel que les records de 2007-2008 sont battus et que, du coup, dans nombre de pays en développement, notamment ceux de l'Est et du Sud de la Méditerranée, réapparaît le spectre des «Révoltes du pain», devenues récurrentes en pareilles situations. Le fait nouveau est que cela arrive dans un contexte politique pour le moins particulier, marqué par des soulèvements populaires qui, du Maroc à la Jordanie, en passant par l'Algérie, la Tunisie ou l'Égypte, peuvent être enclenchés par des réactions contre la vie chère et la misère qui en découle, et ensuite rapidement évoluer vers des revendications pour la démocratie et la justice sociale...

Comment en est-on arrivé là? Pour comprendre la situation actuelle, il faut savoir qu'elle est le produit de certains choix faits au niveau des politiques agricoles, des finances publiques et de la gouvernance, choix qui, en se conjuguant, se sont révélés tout à fait désastreux.

A l'origine, on trouve presque partout des politiques agricoles et alimentaires qui ont joué la carte de l'extraversion, préférant se spécialiser dans l'exportation de «fruits et légumes» et négligeant l'agriculture vivrière et la production d'aliments de base (céréales, légumineuses, viandes, produits laitiers, sucre, huile de table...), destinés à la satisfaction des besoins de la population. En ne recherchant pas une adéquation acceptable entre la production et les modèles de consommation adoptés par les populations, ces politiques ont engendré une rupture entre offre et demande internes de produits alimentaires, de sorte que les pays concernés se sont peu à peu enfoncés dans une dépendance alimentaire chronique,

le recours au marché international devenant incontournable pour combler les déficits sans cesse croissants.

Lorsque les cours mondiaux sont bas, comme c'était le cas durant les années 90 et jusqu'au milieu des années 2000, cet état de fait est paradoxalement avantageux. Inférieurs aux prix intérieurs, ces cours permettaient aux régimes d'engranger de substantielles ressources fiscales (sous forme de droits de douane et autres taxes annexes) tout en leur garantissant un approvisionnement peu coûteux des populations en denrées alimentaires. Par là-même on pouvait ainsi acheter à faible coût la paix sociale et se permettre de perpétuer des systèmes politiques non démocratiques.

Mais lorsque les cours mondiaux se remettent à monter, le meilleur devient le pire... Les prix élevés obligent les gouvernements à commencer par renoncer à leurs ressources douanières, sans pour autant qu'un tel sacrifice financier suffise à rétablir l'équilibre sur les marchés internes. S'ils tentent alors de répercuter les hausses à l'aval, ils se heurtent aux limites du pouvoir d'achat des consommateurs, par ailleurs victimes de modèles économiques inégalitaires et faiblement créateurs d'emplois. Le problème n'est cependant pas seulement social, mais aussi économique puisque, depuis Ricardo au moins (Cf. la théorie des «biens salariaux»), on sait la relation entre la hausse des prix des produits alimentaires et le niveau des salaires, et partant, le coût de la main d'œuvre. Or, pour des pays qui érigent les stratégies de «promotion des exportations» en principal moteur de leur croissance, une telle perspective porte atteinte à une compétitivité encore largement fondée sur le coût de la force de travail précisément. Faire pression sur le niveau des salaires pour préserver une certaine compétitivité passe ainsi par le soutien des prix des produits alimentaires de base. C'est là que l'Etat intervient avec ses subventions

* Professeur à l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat.

dites «à la consommation», pour soutenir des prix élevés à l'amont de la chaîne de valeur, et éviter d'en répercuter le coût sur les consommateurs. S'est ainsi progressivement mis en place un mode de régulation par les finances publiques à travers lequel l'État prend en charge le coût d'un certain équilibre social compatible avec les contraintes de l'ouverture et de la compétition internationale.

Depuis les années 80 du vingtième siècle déjà, poussés par les institutions financières internationales et les politiques néolibérales de l'époque, de nombreux gouvernements ont tenté de desserrer l'état d'un tel système, en essayant de réduire voire supprimer les subventions en question. La hausse des prix des produits de base qui en découlait a rarement manqué de provoquer de graves troubles sociaux et de mémorables «émeutes de la faim». Devenu ultra-sensible, ce dossier ne cesse depuis de susciter auprès des gouvernants qui en sont responsables crainte, méfiance et extrême prudence.

Aujourd'hui, alors que la dépendance à l'égard des importations alimentaires est plus forte que jamais, et que les systèmes de subvention des produits de base n'ont été ni supprimés ni même significativement réformés, voilà que les cours mondiaux s'enflamment et avec eux s'enclenche une véritable descente aux enfers. Pour les Etats, non seulement les recettes douanières ont fondu comme neige sous le soleil, mais les charges de «compensation» atteignent des sommets, annonciateurs de jours difficiles pour leurs équilibres budgétaires. Pour les consommateurs, les subventions maintenues sur quelques produits de base n'empêchent guère des hausses vertigineuses des prix de la plupart des produits alimentaires, ce qui alourdit brutalement leur coût de la vie et dégrade dangereusement leur pouvoir d'achat. A nouveau, le climat social se tend, et les mouvements revendicatifs se multiplient...

Entre des contraintes externes contre lesquelles ils ne peuvent rien, et des risques de déstabilisation interne certains, le dilemme des gouvernants est absolu. Comment continuer à «acheter» la paix sociale quand le coût de celle-ci devient exorbitant? Comment vouloir à la

fois lutter contre la pauvreté et en finir avec le seul système qui ait pu jusqu'à présent permettre aux pauvres d'accéder à une alimentation de base à des coûts plus ou moins en rapport avec leur pouvoir d'achat? Comment continuer à parier sur la mondialisation, et en même temps courir le risque d'une hausse des prix périlleuse pour la compétitivité de l'économie? Pourra-t-on se passer d'un mode de régulation pris en charge par l'Etat sans être en mesure de lui substituer un autre, assumé par le marché?

Si tout le monde s'accorde aujourd'hui pour reconnaître que le système des subventions des produits alimentaires de base a généralement été détourné de ses objectifs initiaux, bénéficiant moins à ceux qui en ont vraiment besoin qu'à ceux qui peuvent s'en passer, personne n'ose encore lui opposer une alternative plus efficace et plus équitable. Le système des «aides ciblées», présenté un temps comme une solution alternative par certains, ne semble encore avoir démontré ni son efficacité ni même quelquefois sa simple faisabilité. Quant au système des aides directes aux revenus (au demeurant pratiquement le seul encore autorisé dans le cadre des règles de l'OMC), son principal inconvénient est d'être trop coûteux, au-dessus des moyens, de certains pays du moins.

On sait à présent que, au-delà des fluctuations conjoncturelles, les cours mondiaux des produits alimentaires s'installent désormais durablement à des niveaux relativement élevés. En soi, cette situation est assez inédite, et les solutions à inventer pour y faire face devraient l'être aussi. Ces issues devraient, croyons-nous, s'inscrire au moins dans trois directions. La première devrait réhabiliter la notion de souveraineté alimentaire et l'enrichir d'une dimension régionale et collective. La seconde devrait permettre de repenser l'ensemble des systèmes redistributifs afin d'assurer, par une solidarité active, un niveau de vie décent à ceux qui en ont besoin. Enfin, qui peut continuer d'ignorer que les peuples sont «affamés» aussi de dignité, et donc de démocratie, sachant que celle-ci est – comme l'a si bien montré Amarty Sen – un rempart efficace pour empêcher une crise alimentaire de dégénérer en famine, et cette dernière d'accoucher d'une révolution?...